



LA DÉCADE

LA LETTRE DU CERCLE
JEAN-BAPTISTE SAY

« Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir. »



J'ABONNE UN AMI!

CLIQUEZ ICI



Il nous l'avait bien dit

Avril 2022

Ce n'est pas pour les riches qu'il faut une bonne administration



Les taux d'abstention records enregistrés lors des dernières élections municipales 2020 et régionales 2021 – respectivement 58,4% et 65,7% et de 25% lors de ce premier tour des présidentielles nous poussent à reconduire l'édition de cette citation de Say, déjà publiée dans la Décade : il rappelle le besoin d'engagement de chacun et du renoncement d'aucun dans l'exigence de bonnes politiques.

« Toutes les mauvaises lois, tous les vices qui s'introduisent dans l'organisation sociale, tendent à priver la société d'une partie de ses moyens d'existence, et cette privation atteignant la classe ouvrière avant toutes les autres, elle est plus qu'aucune autre intéressée à ce que l'Etat soit bien administré. On a dit que les riches devaient plus s'intéresser à la chose publique parce qu'ils avaient plus à perdre. Ce sont bien plutôt les pauvres. Il y va de leur existence, tandis que les riches trouvent dans leurs biens mêmes, de quoi surmonter les circonstances fâcheuses. Quand les ouvriers s'inquiètent peu de la chose publique, ils décèlent par là une profonde ignorance de ce qui les touche le plus. »

Cours complet d'Économie Politique. T4. 1829

Analyse économique

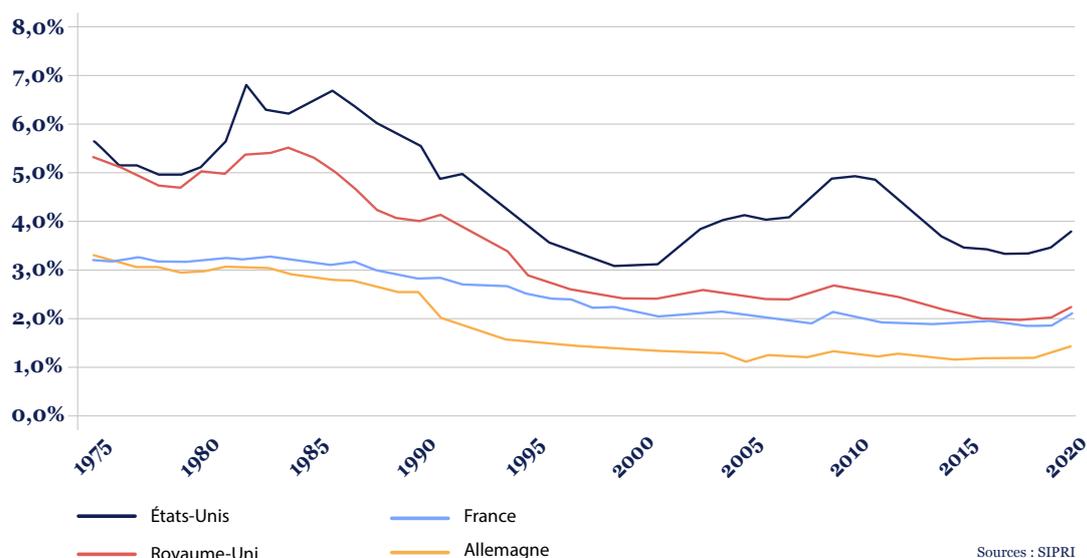
Avril 2022

Fin du dividende de la paix pour les européens...

Cette expression « dividende de la paix » a fait florès dans les années 90 lorsque les pays occidentaux ont tiré comme conclusion de l'effondrement de l'empire soviétique qu'ils avaient gagné la guerre froide et que la fin de l'histoire était proche, pour reprendre les termes de Francis Fukuyama. Dans cette optique, la probabilité de conflits de haute intensité entre grands États ayant fortement diminué, le leadership militaire américain étant incontesté, le maintien des armées dans leur format précédent n'avait plus guère de sens. Les dépenses militaires constituaient donc un gisement d'économies important pour financer d'autres postes de dépenses ou bien pour réduire les impôts.

Comme le montre le graphique ci-dessous, ces dividendes de la paix ont représenté des montants conséquents. Entre 1975 et 1988, alors même qu'ils n'étaient plus engagés au Vietnam, les États-Unis dépensaient environ 5,8% de leur PIB pour la défense, le Royaume-Uni 5,0% et l'Allemagne et la France autour de 3,0%. A la fin des années 90, ces dépenses avaient été ramenées respectivement à 3,1%, 2,5%, 1,4% et 2,2%.

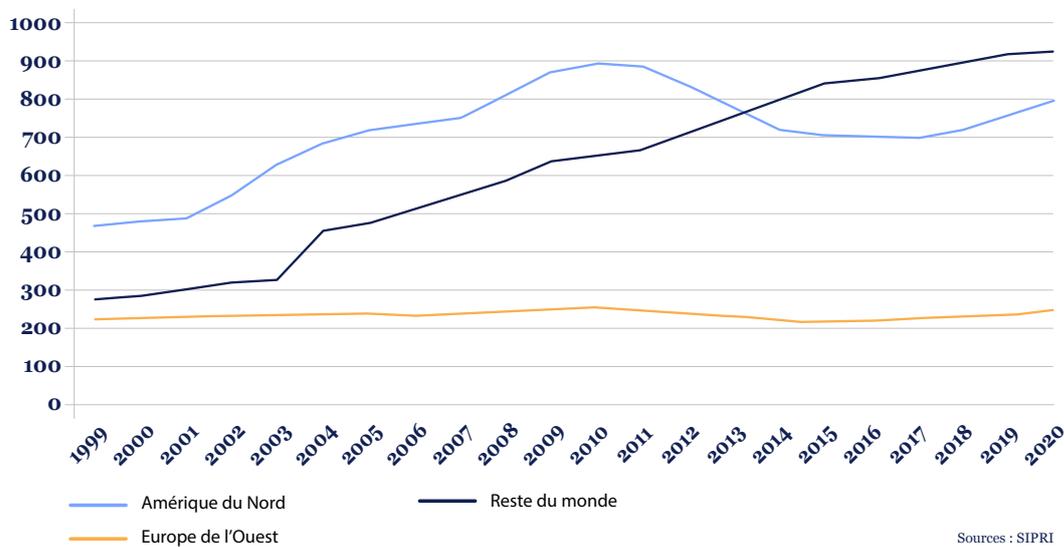
Dépenses militaires en pourcentage du PIB



Entre 1990 et 2000, les États-Unis ont ainsi réduit de 25% leurs dépenses militaires en volume, le Royaume-Uni de 20%, la France de 12% et l'Allemagne de 30%. Il faut dire qu'en même temps, les dépenses militaires de la Russie étaient divisées par deux. Inversement, la Chine avait doublé les siennes, mais elles ne représentaient au tournant du millénaire que 7% des dépenses américaines. A la fin des années 1990, les dépenses militaires mondiales sont inférieures d'un tiers au niveau de la fin des années 1980.

Depuis 2000, la tendance s'est inversée. A l'échelle de la planète, les dépenses militaires ont doublé en volume. Les Européens de l'ouest ont peu ou prou maintenu leurs dépenses au même niveau sur la période. Le 11 septembre, deux guerres suivies d'occupations longues ont amené les États-Unis à faire croître leurs dépenses militaires de 92% en volume, mais sur la période le PIB américain a progressé de plus de 50% en volume. L'évolution la plus impressionnante concerne le reste du monde, où les dépenses militaires ont triplé. C'est notamment du fait de la Chine qui a multiplié par cinq ses dépenses militaires. Et d'autres pays comme l'Arabie Saoudite, l'Inde mais aussi la Russie et l'Ukraine ont contribué à cette tendance.

Dépenses militaires en pourcentage du PIB, Mds USD aux prix de 2019



L'attaque de l'Ukraine par la Russie a déclenché une prise de conscience chez les Européens de l'ouest. L'Allemagne a notamment déclaré vouloir consacrer 100 Mds EUR à la défense mais ce montant total, équivalent à 2,8% du PIB sera dépensé sur plusieurs années. Il faudra sans doute dépenser bien davantage si les européens veulent accompagner leur soft-power (pouvoir d'influence) d'éléments de puissance plus tangibles. Cette augmentation des dépenses militaires constituera un facteur supplémentaire de dépense publique, rendant plus urgent la recherche d'économies sur d'autres postes de dépenses.

Reçu 10/10

Avril 2022

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

Gaspard Koenig « Simple »



Alors que l'élection présidentielle donne de la voix à des candidats aux programmes assez délirants, la voix de Gaspard Koenig a été coupée, ne parvenant pas à obtenir 500 signatures de soutien que d'autres -dont l'utilité semble insignifiante dans le débat démocratique- ont recueilli.

Et pourtant le thème qui dirige le programme de Koenig aurait mérité de l'attention : au risque de se réduire à une proposition unique, celle-ci semble bien témoigner des difficultés et des défis de notre pays, qu'on l'entende comme société ou comme nation. A partir d'une réalité constatée et évaluée sur le terrain, s'impose le constat de la suradministration de notre pays : excès de normes et excès de contrôles. Ces deux excès déjà [bien signalés en 2016 par la Décade](#) n'ont pas été combattus et aucune proposition politique ne semble les défier.

Pourtant, face à la complication qui asphyxie et asservit, la simplification reconstruit un nouveau contrat social qui repose sur la confiance, l'autonomie et la responsabilité. La sujétion des citoyens à des normes de plus en plus nombreuses et de plus en plus complexes est non seulement privative de liberté mais aussi privative de prospérité. Elle entraîne les citoyens et les agents économiques dans le refus, l'opposition ou la marginalisation quand les droits sont impossibles à exercer tellement ils sont insaisissables et les devoirs impossibles à respecter tant ils sont complexes, futiles ou infantilisants.

Chacun pourra prendre dans les propositions de [« Simple »](#) ce qui lui convient et mettra les limites aux droits que rouvre Koenig et que nous avons abandonnés à une bureaucratie qui se développe comme tout organisme vivant à la recherche de sa vie et de sa légitimité. Mais comment, par exemple, ne pas souscrire à l'impérieuse nécessité de rendre la liberté et la responsabilité des institutions d'enseignement face à une centralisation délétère qui donne tous les jours la preuve de sa nocivité ?

Bref, un bon programme, à la différence de tant d'autres !

Collé 0/10

Avril 2022

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)

Nos 12 candidats-présidents et l'économie

La Décade l'a souvent souligné, le niveau de connaissance économique des français est très médiocre. Cette lacune est largement partagée par ceux qui les gouvernent et donnent à ces derniers un terrain bien fertile pour avancer des propositions défiant la raison et la sagesse et qui risquent d'entraîner notre pays, si elles étaient appliquées, [vers un déclin encore plus profond](#) que celui qu'il connaît depuis quelques décennies. Si ce terrain a été bien arrosé par le « quoiqu'il en coûte » budgétaire et par l'argent gratuit de la politique monétaire de la BCE, il faut s'interroger sur les raisons profondes de ce déficit et de son utilisation par nos politiques.

Évidemment on pourra faire un parallèle avec le recul des connaissances scientifiques qui nous a été donné en spectacle pendant la pandémie. Et constater que la progression de l'ignorance n'est que l'opposée de ce recul des connaissances qui lui-même se nourrit du déclin des apprentissages : toute connaissance donne autorité et pouvoir au sachant. Mais notre passion pour l'égalité et la suprématie du sujet en toutes circonstances ôtent sa légitimité à la connaissance et sanctifient l'opinion qui s'affirme sans support et qui empoisonne tout déroulement sain de la pensée.

Concernant nos candidats, on ne peut que constater leur ignorance des mécanismes de création de richesses collectives et donc leur ignorance de l'histoire et du progrès économiques des deux derniers siècles qui ont abouti à notre situation enviable de prospérité. Liberté (circulation des hommes, des capitaux et des idées), éducation (progrès scientifique et innovation), épargne (accumulation du capital et investissement), entrepreneur (qui a l'initiative de mettre tout cela en mouvement au service d'un projet collectif), sont bien maltraités dans nos programmes. Certains de leurs auteurs imaginent toujours le progrès économique comme résultant d'un conflit, d'une exploitation, et non d'une collaboration ; certains ont ainsi pu soutenir des régimes au Venezuela, à Cuba, ou en Russie qui ont provoqué la ruine et l'asservissement de leurs populations et permis le vol des ressources nationales par des gangs.

Ignorance des mécanismes donc, mais aussi ignorance de la situation de notre pays : ses taxes, ses réglementations, son État tentaculaire et inefficace, ses dettes et surtout [son manque de travail](#) : 635 heures par habitant par an en France contre 729 heures en Allemagne et 752 dans le reste de l'Union Européenne, sans même évoquer le contenu de ce travail... Ainsi un candidat de 70 ans veut avancer l'âge de la retraite à 60 ans.

Chacun y va ainsi de ses baisses d'impôts, taxes (TVA, redevance) et contributions, de ses nationalisations, de ses créations d'emplois de fonctionnaires, de ses revenus pour tous, de ces minimas qui remontent, de la durée du travail qui baisse encore (32 heures en route vers les 28),

de ces remboursements à 100% par la sécurité sociale etc. Mais aussi du « rétablissement » de l'ISF (triplé à l'occasion), impôt qui n'a pourtant jamais disparu, de la captation du capital privé au mépris de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen qui fait de la propriété « un droit inviolable et sacré » etc.

L'Institut Montaigne s'est exercé à recalculer les coûts annuels des différents programmes des candidats et de les comparer à leurs propres évaluations. Les deux candidats les plus proches du camp de la raison s'illustrent quand même médiocrement : là où l'une vante une économie nette de 35 Mds, l'Institut mesure une dépense additionnelle de 42 Mds et là où l'autre semble contenir une progression de dépenses nettes à 6 Mds, l'Institut chiffre celle-ci à 44 Mds. Des écarts assez faibles finalement par rapport aux autres candidats qui s'engagent pour des dépenses publiques additionnelles nettes de l'ordre de 200 Mds d'euros par an ! Rappelons à nos lecteurs que le déficit de l'État sera de 154 Mds en 2022 !

Pour les citoyens ainsi bernés, car maintenus dans leur ignorance et leurs erreurs, n'augmentent que déception et frustration. L'évolution de notre PIB par habitant, de notre dette par habitant, nos déficits extérieurs, notre désindustrialisation depuis plus de trente ans viennent nourrir les mécontentements, les ressentiments, les conflits et la violence. Car en fait, les dirigeants ne semblent pas redevables de la prospérité du pays et donc pas responsables des mesures qu'ils prennent ni des conditions qu'ils font à celle-ci. Un véritable défi lancé à la démocratie.

Allégorie et effets du bon et du mauvais gouvernement

(Sienne)



Parole d'entrepreneur

Avril 2022

Paul Bougnoux – Président Co-Fondateur Largillière Finance

www.largilliere-finance.com



Paul Bougnoux grandit à Troyes, ville bonnetière, où ses parents entrepreneurs développent une activité de négoce et de chaîne de magasins dans le textile. Il baigne dès le plus jeune âge dans un environnement d'entrepreneuriat avec ses joies et ses peines, l'absence d'horaires, le sens du travail, et la recherche permanente de l'amélioration. Des valeurs fortes qui guident son action depuis toujours.

Paul quitte Troyes pour faire ses classes préparatoires aux grandes écoles à Paris. Il est diplômé de l'ISC spécialité finance en 1989. Il complète son cursus avec un Master audit & conseil à l'ESCP. Il enchaîne alors avec une première expérience en audit et en commissariat aux comptes chez Arthur Andersen, qu'il quitte rapidement. En effet, Paul veut jouer plus près encore des entreprises et décide de rejoindre une structure plus petite avec des responsabilités plus « hands-on » auprès d'ETI, souvent des groupes familiaux. Il gère les dossiers « chauds » de retournement ou de procédures judiciaires, pour accélérer sa courbe d'apprentissage et développer ses connaissances dans l'univers des entreprises. Une entrée en matière professionnelle passionnante. Des rencontres enrichissantes avec des hommes et des femmes d'horizons variés. L'occasion aussi de pénétrer le tissu industriel français en profondeur. Une activité rythmée par les visites de sites et d'usines en province. Une véritable plongée en apnée dans la vie des entreprises et une position idéale d'observation pour préparer sa prochaine étape. Armé de cette première expérience, il décide de sauter le pas.

D'abord en prenant la responsabilité du développement et de la direction de la chaîne de magasins régionaux de textiles du groupe familial. Une bascule radicale entre l'univers des « élites » des grands groupes parisiens et la réalité des acteurs économiques des territoires français. Paul sait s'adapter. Il réussit à tripler la taille de l'activité au cours des 6 ans qu'il passe aux commandes du réseau de distribution du Groupe Ellen. Le début des années 2000 marque son véritable envol.

Il met fin à l'expérience entrepreneuriat familial et à sa « dimension psychologique » très particulière, et tellement formatrice pour sa prochaine activité. Il fonde sa propre entreprise cette fois-ci : Largillière Finance, un conseil

financier spécialisé auprès des entrepreneurs. Sa façon d'associer ses deux passions : l'entrepreneuriat et la finance d'entreprise. Adeptes de la course de fond et de la marche, Paul aime ce temps long accordé à l'entretien physique et à la réflexion.

En tant que citoyen et entrepreneur, sensible à la complexité de la situation internationale, Paul retourne sur les bancs de l'école en 2020 pour suivre les enseignements de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale et structurer sa réflexion sur les sujets de géostratégie.

Une réflexion mise à profit dans les récentes initiatives ambitieuses de Largillière-Finance en matière de financement de réindustrialisation et de relocalisation, avec pour effets positifs la revitalisation des territoires et de l'emploi en région, et la diminution de l'impact environnemental grâce au renforcement des circuits courts.

Banque d'affaires indépendante basée à Paris, Lyon, Bruxelles et Genève, Largillière Finance conseille ses clients, dirigeants d'ETI et de PME et leurs actionnaires, sur leurs opérations de cessions, d'acquisitions, de levées de fonds et d'ingénierie financière. L'équipe a conduit une vingtaine d'opérations en 2021.

1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

J'ai toujours vu mon expérience dans l'audit financier comme un troisième cycle d'enseignement. Il s'agissait pour moi avant tout d'acquérir les outils qui me permettraient d'être un meilleur entrepreneur lorsque je me lancerai. Chacune de mes missions d'audit me permettait de me projeter en temps qu'entrepreneur. D'aborder chaque situation en profondeur avec engagement.

Ma première expérience d'entrepreneuriat au sein du groupe familial s'est bien passée avec un développement réussi. Elle m'a permis d'acquérir une bonne compréhension de l'équilibre subtil à trouver entre vision stratégique de long terme et contraintes immédiates, et une double lecture essentielle de l'entreprise dans ses dimensions rationnelles et émotionnelles.

J'ai toujours voulu être entrepreneur : comme un sculpteur face à un tas d'argile j'avais envie de façonner quelque chose d'unique. Pour réaliser mon objectif, j'avais besoin de construire une équipe et une entreprise. J'avais besoin de m'entourer de professionnels enthousiastes, heureux de travailler et d'apprendre.

Avec Largillière Finance, je conjugue ma passion de l'entrepreneuriat, mes compétences en finance, et ma volonté de contribuer à l'intérêt général puisque des entreprises saines créent de la richesse et des emplois.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Non. Tout le monde entreprend. Chacun dans son rôle réunit les dimensions d'un entrepreneur, la gestion d'un budget, d'objectifs, d'interactions avec l'extérieur, de son propre marketing.

Mon rôle est de réunir autour de moi des gens heureux qui apprennent tous les jours et de les associer dans l'évolution permanente de notre entreprise, qui connaît une très forte croissance. C'est aussi d'être le garant de la rigueur, des valeurs, et de la vision de l'entreprise qui elle-même se nourrit de l'expérience de chaque collaborateur, de chaque client et de chaque situation.

Les clés d'un tel fonctionnement sont la transparence, la bienveillance et la confiance. Nous avons fondé Largillière Finance à deux. Un troisième associé nous a rejoint en 2014. Une nouvelle associée nous a rejoint il y a un an. Et trois de nos directeurs historiques sont sur le point d'être associés. L'un d'entre eux a commencé en tant que stagiaire en 2011.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

C'est d'abord un travail individuel autour de l'amélioration. C'est donner les moyens à chacun de s'épanouir. Et l'épanouissement c'est au sein de l'équipe, c'est auprès des clients mais c'est aussi dans la vie de tous les jours. Un collaborateur bien dans son boulot est bien à la maison.

La création de valeur se manifeste à l'échelle du groupe, où « la confiance crée la performance » comme dit un ami navigateur. Au sein des équipes c'est clé. Ensuite la création de valeur se fait bien sûr dans l'écosystème. Notamment lorsque l'on permet à l'un de nos clients dirigeants de toucher les fruits d'une vie d'entrepreneur. C'est au cœur de notre métier. Dans le cadre d'un LBO c'est de permettre une transmission en associant le management. C'est aussi de créer de la valeur pour des investisseurs dans le cadre d'une opération. Sans investisseur, sans fonds d'investissement, sans banquier prêteur, il n'y a pas de création de valeur, il n'y a pas de création de richesse.

Et puis d'une manière plus large, à notre échelle, en apportant de la joie, du respect, de la confiance, des opportunités de développement personnel à nos collaborateurs, on participe à une société meilleure.

4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

Stabiliser

L'incertitude crée l'inquiétude et l'inquiétude crée le désordre. Ma première proposition serait d'encourager la stabilité juridique sur le plan fiscal et social. La stabilité des réglementations pour permettre de travailler dans le temps et non de travailler pour s'adapter à des situations changeantes. Lorsque la fiscalité change, les entrepreneurs sont ralentis dans la cession de leur entreprise et lorsque celles-ci ne sont pas cédées elles risquent de déposer le bilan parce que la

cession ne s'est pas faite dans le bon calendrier. Ce qui malheureusement crée du chômage et de la perte de savoir-faire et de valeur.

Simplifier

La simplification administrative est un sujet central. Beaucoup d'entrepreneurs dans beaucoup de métiers sont confrontés à des situations d'une terrible complexité réglementaire alors que leur temps serait bien mieux utilisé à encourager leurs équipes et à développer leur activité.

Relocaliser et réindustrialiser

Une thématique sur laquelle nous souhaitons jouer un rôle au travers des solutions de financement que nous pouvons proposer. Avec les impacts, sociétal et environnemental, dont j'ai parlé plus tôt.

Former

Former les demandeurs d'emploi aux nouveaux métiers répondant aux besoins des secteurs en tension. Encourager chacun à se former tout au long de sa vie. Peut-être aussi créer un cadre plus souple d'accueil des jeunes sans qualification dans les entreprises pour y apprendre un métier.

Planifier

Favoriser une action gouvernementale sur le temps long pour accélérer significativement sur les sujets technologiques tels que l'Intelligence Artificielle ou le quantique, si l'on ne veut pas voir l'Europe et la France faire partie des grands oubliés de la prochaine évolution du monde.

Avril 2022

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1804 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité!

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

